



Premier ministre

Hôtel de Matignon, le 8 mars 2017

Discours de M. Bernard CAZENEUVE, Premier ministre  
à Oignies (Pas-de-Calais)  
Mardi 7 mars 2017

*Seul le prononcé fait foi*

Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Monsieur le Commissaire européen,  
Monsieur le Président de la région,  
Messieurs les Présidents des Conseils départementaux,  
Messieurs les Préfets,  
Mesdames et Messieurs les Élus,  
Mesdames, Messieurs,

L'ordre protocolaire a cela de particulier que lorsque l'on intervient le dernier, l'auditoire est absolument anéanti, non pas parce que les discours qui ont précédé n'ont pas été de qualité, mais parce que précisément ils ont été à la hauteur des attentes, d'une grande densité, d'une grande richesse, qu'ils ont permis d'aborder à peu près toutes les questions et qu'on sait généralement, lorsque l'on est assis – et aujourd'hui, vous avez la chance d'être assis, parfois, l'auditoire est debout –, qu'il y a une autre partie après le discours qui est la partie, finalement, la plus agréable des retrouvailles entre les responsables politiques et les responsables locaux, qui est le cocktail par lequel on vient célébrer les signatures qui président aux discours.

Et donc, un peu comme Xavier BERTRAND, je vais laisser de côté le mien, d'abord, parce qu'il fait, si je le lis dans son intégralité, à peu près trois quarts d'heure et que je sens que beaucoup d'entre vous pourraient m'en tenir rigueur et ensuite, parce que beaucoup de choses ont été dites, que je ne vais pas redire sous prétexte que je suis Premier ministre. Je vais donc essayer de m'en tenir à l'essentiel.

D'abord, vous dire le très grand plaisir que j'ai d'être parmi vous et le très grand honneur que je ressens de pouvoir vous parler, dans la responsabilité qui est la mienne de Premier ministre, en présence de ministres éminents du gouvernement, pour venir ici consacrer la signature d'un contrat qui engage l'essentiel de l'avenir du pays minier.

Je le fais avec toute la force des convictions qui sont les miennes et toute la force de la conception que je peux avoir de l'État et de l'exercice de la responsabilité publique dans un contexte politique électoral dont j'ai pu constater avec une immense tristesse au cours des dernières semaines – et je ne pense à personne en particulier – qu'il n'était pas à la hauteur des enjeux auxquels le pays est confronté.

Pour moi, la politique, c'est une forme de désintéressement qui appelle qu'on concentre son intérêt sur les choses seulement qui sont essentielles. C'est une passion de l'État qui l'emporte sur la passion que l'on peut avoir de soi-même. C'est la conviction profonde que ce qu'incarne l'État est plus important que ce que nous pouvons incarner nous-mêmes lorsque nous sommes investis de sa responsabilité parce que la responsabilité de l'État, lorsqu'on l'exerce, appelle cette conscience que nous sommes dépositaires d'une légitimité toujours éphémère et qu'on doit utiliser chaque instant pour faire en sorte qu'il soit utile. C'est la volonté de n'entretenir jamais des polémiques inutiles, d'éviter la convocation des outrances, de tout faire pour qu'aucune formule ne soit convoquée qui blesse l'autre sous prétexte qu'il ne pense pas comme nous. C'est par conséquent le souci de la vérité et d'une certaine forme de tolérance qui appelle toujours, lorsqu'on est en situation de responsabilité politique, une exigence de pondération.

Bref, dans le vacarme, le tumulte, les rebondissements de cette campagne présidentielle, je ne vois pas grand-chose qui ressemble à la conception que je peux avoir personnellement de la politique et c'est la raison pour laquelle, avec mon gouvernement, je me concentre, sous l'autorité du président HOLLANDE, sur l'essentiel, c'est-à-dire la volonté d'essayer de bien faire pour les territoires, pour les Français. Et lorsqu'on essaie de bien faire pour les Français, on n'est jamais sûr d'y parvenir totalement parce que nous sommes dans un monde complexe et que de la volonté à l'action et à son impact, il peut y avoir une distance qui est celle parfois entretenue par le vacarme et le tumulte dont je parlais à l'instant.

Je suis de surcroît ici sur une terre qui n'est pas une terre comme les autres. Ce fut longtemps une terre de labeur et nous célébrons le bassin minier. C'est en 1842, dans le jardin de Madame de CLERCQ, qu'on a découvert le charbon qui, par la suite, a donné naissance à ces usines et à ces manufactures où tant d'hommes notamment et de femmes ont travaillé en rencontrant ce qu'était la souffrance au travail, la dureté, la maladie après qu'on avait travaillé longtemps, les solidarités nées de l'action syndicale et de la volonté de faire en sorte que, par les combats sociaux, on découvre un peu d'un monde meilleur ou de l'amélioration des qualités de la vie.

Et je me souviens très bien de ce discours de François MITTERRAND à Liévin en 1994 venu célébrer ce qui avait été ces combats, ce qu'ils avaient apporté au monde ouvrier et ce qu'ils avaient apporté aussi à l'idéal de tous ceux qui croient à la force de l'engagement syndical et qui croient aussi à la force de luttes sociales. Et je ne peux m'empêcher ici, dans le bassin minier, d'évoquer ce très beau discours de François MITTERRAND mais d'évoquer à travers lui ce qu'est la réalité de l'âme de cette terre du bassin minier.

C'est d'abord une terre accueillante et je vous renvoie aux grandes personnalités, aux grands esprits, aux grands événements qui ont jalonné l'histoire de ce bassin minier et qui sont comme autant de moments qui incarnent le fait que ce bassin a toujours été les bras ouverts vers les autres. Ce bassin qui a su utiliser d'ailleurs la compétence des autres qui venaient d'ailleurs pour faire de l'industrie et du progrès. Je prendrai quelques exemples. Ce ne sont pas des exemples qui témoignent d'une réalité de masse mais qui témoignent d'une réalité qui a fait l'histoire de cette région.

Par exemple, savez-vous que c'est ici que Raymond KOPA est arrivé avec ses parents polonais qui ont travaillé dans la mine, lui-même qui venait de Pologne et qui a commencé, je crois, sa carrière footballistique à Nœux-les-Mines ? C'est ici aussi que s'est exprimée la solidarité avec les salariés et les syndicalistes venus de Pologne, avec WALESA dans les années 1980 accueilli par André DELEIS au stade BOLLAERT, ce qui signifiait qu'à ce moment-là, ceux qui étaient encore présents ici, dans les mines, accueillait ceux qui avaient travaillé durement dans les mines en Pologne et, dans un même élan de solidarité et de fraternité, décidaient de parler ensemble de ce qu'étaient les combats pour la liberté, pour la liberté syndicale, pour la reconnaissance des droits syndicaux. Et de voir ceux qui, ici, étaient dans une tradition

politique et syndicale particulière accueillir ceux qui se battaient pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux montrait bien ce que cette région pouvait recéler de trésors, de valeurs et de force.

Je pense aussi aux 576 tombes des soldats qui se sont battus pendant la Première Guerre mondiale aux côtés de la France et qui étaient des soldats de confession musulmane et je pourrais comme ça évoquer bien d'autres faits historiques qui parleront à chacune et chacun entre vous, quelles que soient vos sensibilités et vos horizons politiques et qui montreront que l'histoire profonde de ce bassin minier et de ce Nord de la France, ce n'est pas une histoire de recroquevillement, de repli sur soi, de peur de l'autre alimentant les petites haines, refusant l'altérité, la fraternité. Non, l'histoire de ce bassin minier, s'il veut être conforme à lui-même, s'il veut rester fidèle à ce que sont ses racines, c'est la tradition dont je viens de vous parler.

Et si je suis venu ici pour que nous continuions à faire vivre autrement ce bassin minier, c'est parce que je pense que quand on est investi d'une responsabilité politique, il faut savoir d'où l'on vient, il faut savoir d'où l'on parle parce que c'est la meilleure manière de donner du sens à ce que l'on fait. Et c'est parce que nous savons d'où nous venons et d'où nous parlons que nous sommes particulièrement fiers de pouvoir célébrer aujourd'hui ce contrat que nous signons ensemble.

Ce contrat, Mesdames et Messieurs, c'est un contrat qui nous renvoie vers l'essentiel et je voudrais d'abord me tourner vers Xavier BERTRAND, vers les présidents des départements, vers les présidents des intercommunalités pour dire que ce que nous avons décidé de faire ensemble, après que le ministre KANNER et la ministre Emmanuel COSSE aient travaillé ensemble sur les fondements des conclusions du rapport de Monsieur SUBILEAU, s'inscrit dans une démarche qui, comme l'a dit excellemment Xavier BERTRAND tout à l'heure, est une démarche d'intérêt général. Ça a une signification profonde de voir des élus de sensibilités différentes venir, dans la passion d'un territoire et la conscience de ses atouts, signer un contrat pour préparer son avenir en pleine période électorale où la confrontation est partout et je voudrais féliciter le président BERTRAND pour cela parce qu'il faut avoir, comme l'ensemble des élus de toutes sensibilités qui sont là, une forme de courage, non pas pour oublier ce qui nous sépare les uns des autres, je n'oublie jamais ce qui nous sépare les uns des autres parce que je pense que les sensibilités politiques existent et qu'elles ont un sens. Mais précisément parce que je pense qu'elles existent et qu'elles ont un sens, les dépasser dans le contexte particulier où nous nous trouvons pour signer des contrats qui engagent l'avenir de ce bassin a presque plus de signification que si nous ignorions ce que sont ces séparations.

Donc nous signons cette convention et elle porte un avenir pour votre territoire. Quel est cet avenir ? D'abord, il nous relie au passé et c'est ça la force de ce qui a été fait par votre mission, cher Monsieur, qui est une mission qui a mis beaucoup d'intelligence dans la réflexion collective. Pourquoi ? Parce qu'elle mariait des préoccupations immédiates, concrètes : le logement, l'amélioration des conditions d'isolement de ces logements pour faire en sorte que la facture énergétique diminue ; la volonté de faire en sorte que, dans ces logements réhabilités, on puisse vivre mieux ; la volonté de faire en sorte que ces logements réhabilités – 23 000, ça n'est pas rien – ne soient pas des logements nouveaux s'érigeant dans l'effacement du passé mais au contraire soient une réhabilitation de logements qui correspondent à une histoire, qui ont une qualité architecturale, qui s'insèrent dans un environnement urbain et de le faire avec la volonté de penser la ville, c'est-à-dire, comme nous l'avons dit à l'instant avant la réunion qui nous rassemble si nombreux dans cet amphithéâtre, de faire en sorte qu'autour de l'ambition du logement, il y ait la volonté de faire des espaces publics, de faire des espaces verts, de créer des équipements publics culturels, sportifs, de faire en sorte que ces logements réhabilités soient une occasion d'offrir de la formation à ceux qui sont depuis trop longtemps éloignés du marché du travail et qui sont dans la désespérance et qui peuvent, pour cette raison, se réfugier vers des

votes de colère et de faire en sorte que ce projet qui consiste à faire de la ville dans la totalité de ses aspects nous rassemble dans le contrat que nous allons signer.

J'évoquais tout à l'heure François MITTERRAND évoquant ici, à Liévin, ce qu'avait été le passé du monde ouvrier mais il avait eu une très belle formule François MITTERRAND à la fin de sa vie lorsque, invité à une émission littéraire, on lui posait la question de savoir ce qu'était pour lui l'Europe et il répondait : « L'Europe pour moi, c'est la ville, c'est-à-dire la manière dont le fait urbain s'est construit et dont les formes de diffusion et de création culturelle se sont exprimées, reliant les villes européennes les unes aux autres et conduisant les artistes dans les siècles passés à cheminer à travers les villes d'Europe. »

Donc il y a, dans le projet tel que vous l'avez conçu, une intelligence profonde, un sens absolu qui relie la mémoire des morts aux vivants dont nous allons tenter d'améliorer la qualité de la vie. MARX aussi disait cela : « La mémoire des morts préside à l'action des vivants. » Il y a eu quelques marxistes sur ce territoire, ils ne seront pas déçus pour ceux qui le demeurent et pour ceux qui ont disparu, là où ils sont peut-être, si vous croyez aux forces de l'esprit, pour prendre encore une expression de François MITTERRAND, peut-être qu'ils nous entendent cheminer de façon intellectuellement intéressante à travers les âges et les temps.

Et donc nous allons réhabiliter 23 000 logements, nous allons améliorer la formation professionnelle, nous allons travailler sur les transports de demain, nous venons d'en parler à l'instant, nous allons créer les conditions d'un hôpital, Monsieur le Sénateur, avec 280 millions d'euros d'investissement et la mise en place, à travers le travail des ARS, d'une réflexion sur ce que doit être l'accès à l'offre de soins qui permettra aussi de prendre en compte ces problématiques. Nous allons travailler sur un échelon territorial bien plus important que celui du bassin minier lui-même et ce que disait Xavier à l'instant sur la nécessité de créer des conditions de relations par les transports de demain entre la grande métropole européenne de Lille et la Picardie à laquelle nous sommes attachés lui et moi a un sens. Le fait de créer les conditions pour que les contrats métropolitains, ceux que nous allons signer à l'instant permettent aussi de faire bénéficier les pays ruraux, rurbains, tout cela à un sens, ce sont 100 millions d'euros de plus que l'État va mettre dans le contrat par rapport à ce qu'il avait initialement prévu pour permettre à votre bassin minier auquel nous tenons, auquel nous croyons, que nous aimons profondément, vous l'aurez bien compris, de se forger un avenir pour lui-même.

Nous le faisons avec le concours de la Banque européenne d'investissement qui, par les prêts qu'elle aura offerts à partir de 2012 notamment et pas sans raison, le président de la République avait souhaité qu'on ouvrît une possibilité de 60 milliards d'euros d'investissement au titre de la PEI en 2012 pour favoriser les investissements innovants. Nous voyons que ça a quelques transcriptions concrètes sur les territoires. Et vous, Monsieur le Commissaire européen, vous êtes là comme commissaire à l'Innovation. Ça veut dire que ces territoires, qui peuvent représenter dans l'imaginaire collectif l'industrie d'hier, auront le droit, grâce aux fonds européens, grâce à ce que nous allons faire en matière éducative, en matière universitaire, en matière de formation, d'épouser les ambitions les plus innovantes que l'Europe permet grâce à ces financements.

Et ce que disait Xavier à l'instant sur la nécessité de faire en sorte que ce qui a été concentré en termes d'innovation à Lille dans ce grand campus, cette grande pépinière que j'ai visitée, que cela puisse essaimer dans le bassin minier – ça fera plaisir à Martine AUBRY, j'en suis convaincu – a un sens et cela est rendu possible aussi par les fonds que vous venez d'évoquer.

Le Plan JUNCKER pour l'investissement, Monsieur le Commissaire européen, ce n'est pas rien parce que près de 300 milliards d'investissements que nous voulons porter à 500 milliards pour pouvoir aller au-delà encore et pour défendre nos filières d'excellence industrielle, faire en

sorte que le transfert de technologies soit possible, pousser loin l'ambition de nos pôles de compétitivité, faire en sorte que le monde de la recherche, le monde de l'innovation, le monde de l'entreprise soient reliés les uns aux autres, c'est ça l'ambition du Plan JUNCKER. Sans l'Europe, nous ne pourrions pas vivre cela et je voudrais vous remercier, Monsieur le Commissaire européen, de mettre au cœur d'un projet territorialisé une ambition européenne que nous avons portée ensemble et qui montre que l'Europe n'est pas une abstraction dans les territoires dès lors qu'on accepte de ne pas en parler avec démagogie, c'est-à-dire pour charger l'Europe de tous les maux dont les gouvernements sont parfois comptables ou dont les nations sont parfois coupables simplement par démagogie, par volonté de convoquer tous les instincts là où nous savons, dès lors que nous sommes responsables, que si des choses doivent être corrigées en Europe, rien n'est possible sans elle.

Et je voudrais conclure sur un point. Nous sommes ici sur un territoire qui a eu l'occasion au cours des dernières échéances électorales d'apporter ses suffrages au Front national et sur tous les sujets dont j'ai eu à connaître dans l'exercice de ma responsabilité ministérielle, j'ai croisé les thèses du Front national et je me suis employé à comprendre par quels ressorts, par quels truchements, par quels moyens ces thèses pouvaient avoir autant d'audience auprès de Français qui sont pour beaucoup d'entre eux sincèrement républicains et qui sont dans la désespérance et j'en arrive à une conclusion finalement assez simple, c'est que lorsque l'on convoque toutes les démagogues, toutes les impasses, tous les mensonges pour faire triompher des thèses qui sont très orthogonales que celles autour desquelles les républicains se retrouvent pour convaincre et gagner de l'audience, alors, si ceux qui sont ardemment républicains ne sont pas en situation d'être à la hauteur des enjeux, ça peut marcher.

Et je vais conclure avec des exemples concrets pour bien vous montrer pourquoi je suis résolument engagé dans ce combat contre le Front national. Lorsque j'étais ministre de l'Intérieur et que nous avons eu à vivre les drames que nous avons vécus dans le pays – je pense aux attentats terroristes –, qu'avec le président de la République et le Premier ministre de l'époque, Manuel VALLS, nous avons eu à regarder de près l'immensité des chagrins, des peines, des souffrances engendrées par les actes abjects de ceux qui, par la violence, voulaient semer partout l'effroi et qu'avec beaucoup de sincérité, d'engagement et parfois quelques difficultés, je me suis engagé avec mon collègue notamment Thomas de MAIZIÈRE au sein des institutions européennes ou au Parlement français pour faire en sorte que l'on prenne des lois antiterroristes. Lorsque j'ai demandé au Parlement que l'on accepte de prendre des mesures pour bloquer les sites qui appelaient, provoquaient au terrorisme, j'ai eu les députés de la majorité, j'ai eu Xavier BERTRAND qui, à l'époque, était parlementaire en séance défendant cela mais ce sont les députés du Front national que j'ai eu contre moi et je comprends pourquoi, parce que lorsque les républicains essaient d'appeler l'attention sur les risques que représentent leurs thèses, ils invitent ceux qui viennent dans leurs meetings à consulter Internet là où la facho-sphère est omniprésente pour être sûrs qu'ils soient bien informés.

Lorsque je me suis battu avec, là aussi, Thomas de MAIZIÈRE pour qu'on accepte de mettre enfin en place au sein de l'Union européenne – Monsieur le Commissaire sait de quoi je parle – le PNR européen pour établir la traçabilité des parcours de ceux qui revenaient d'Irak et de Syrie et qu'on puisse les neutraliser avant qu'ils ne frappent cruellement nos pays, Madame LE PEN s'est fait désigner rapporteur pour avis au Parlement européen pour empêcher que cela n'advienne.

Lorsque j'ai fait voter la loi pour le renseignement, pour faire en sorte que, par la modernisation du renseignement, on puisse empêcher ceux qui voulaient nous frapper de le faire par davantage d'outils en dotation à nos services de renseignement, j'ai eu la même objection.

Lorsque je me suis proposé de mettre en place l'incrimination individuelle terroriste, on n'a pas eu les suffrages davantage de cette organisation.

Lorsque je vais au Salon de l'Agriculture et que les agriculteurs me disent à quel point ils seraient démunis sans la PAC et que deux jours après, la candidate du Front national est ovationnée dans les travées, alors même qu'elle préconise la sortie de l'Europe qui priverait tous les agriculteurs de la possibilité de percevoir les revenus de la politique agricole commune, je me dis : mais dans quel égarement sommes-nous ? Dans quelle absence totale de repères, dans quelle irrationalité avons-nous décidé maintenant d'engager le pays ? Et je pourrais prendre comme ça tous les exemples.

J'étais hier en Lorraine avec Christian ECKERT dans une sublime usine, 3 000 personnels qui fabriquent des véhicules à l'exportation. Fermer les frontières, c'est priver cette usine de trois quarts de ses commandes et on nous dit : « Mais ce n'est pas grave, on n'importera plus à partir d'ailleurs mais on continuera à exporter. » Mais quel est ce monde où la France pourrait envahir de ses produits le monde entier sans qu'à aucun moment, elle n'accepte de voir des produits arriver sur son territoire ? Tout est outrance, tout est mensonge, tout est approximation et à la fin, parce que tout cela peut un jour advenir, tout est drame. Et ce qui caractérise l'extrême droite et les populismes, c'est que lorsque l'on se rend compte des résultats auxquels parviennent ces mensonges, il est toujours trop tard.

Regardez l'histoire de l'Europe lorsqu'elle s'est engagée dans ces chemins parce qu'il y avait des tentations, parce qu'il y avait des défaillances, parce qu'il y avait des défections, il est toujours trop tard. Alors, voilà, je veux vous dire qu'il reste pour ce gouvernement quelques semaines et moi, je veux, pendant ces quelques semaines... Comment dirais-je ? Que nous soyons impeccables, que nous cédions à aucune polémique, à aucune outrance, à aucune volonté d'antagoniser les Français les uns contre les autres pendant cette campagne électorale parce qu'on peut ne peut avoir les mêmes sentiments et les mêmes opinions politiques et se respecter et, dès lors que l'on s'affronte, se poser la question de savoir quel mal on fait au pays si les affrontements vont trop loin en suscitant toutes les passions et en abandonnant toutes les rationalités.

Dans les semaines qui viennent, je souhaite que dans chaque territoire, là où nous pouvons être utiles, à l'instar de ce que nous faisons aujourd'hui, nous puissions poser des actes qui permettent de créer les conditions d'un mieux pour les Français et je souhaite qu'à chaque déplacement, à chaque occasion, nous allions chercher ensemble au plus profond de nous-mêmes ce que sont les valeurs auxquelles nous tenons et qui font la passion que nous avons de la France. C'est aussi cela le sens de ce que nous allons signer aujourd'hui. Vive le bassin minier, vive la République et vive la France !